Crise de régime

Compte tenu des évènements, ne devrait-on pas avoir enfin un débat sérieux sur les institutions et envisager urgemment leur transformation ?

Nous vivons un étrange étonnement.

De présidentielle en présidentielle, de législatives en législatives, les responsables de partis, les commentateurs officiels, quelques militants choisis « au hasard », s'extasiaient sur la démocratie française et s'affrontaient ensuite dans une compétition de plus en plus artificielle et hors sol. Pendant plusieurs décennies, deux grands partis se relayaient au pouvoir, donnant l'illusion de véritables enjeux. Quelques marginaux participaient au spectacle, histoire de mobiliser les esprits sur des combats accessoires. Secret de polichinelle, les problèmes économiques et sociaux n'étaient évoqués que pour mémoire et les enjeux européens étaient considérés comme indiscutables.

Et nos « analystes » de s'étonner devant l'abstention grandissante et la dispersion des candidats !

Emmanuel Macron est apparu à certains, pendant un temps, comme une solution miracle puisqu'il semblait se situer ailleurs. Tellement ailleurs qu'il occupait tout l'espace à lui tout seul. La nature ayant horreur du vide et les illusions se dissipant, l'espace tend à se remplir à nouveau à l'occasion de la nouvelle présidentielle, mais avec une différence : si la « droite » semble avoir trouvé son porte-parole, la confusion reste latente dans les diverses tendances de droite et d'extrême-droite.

A « gauche », le brouillard est encore plus épais. Du coup, certains inventent des artifices, le dernier en date étant une « primaire » dite populaire dont on peut penser qu'elle a désigné d'avance l'heureuse lauréate contre des candidats parfois sélectionnés d'office en dépit de leurs refus. Manière d'effacer ces derniers des esprits ? Peu importe d'ailleurs car il semble que s'ils persistaient à rester candidats, ils pourraient être éliminés (grâce à qui ?) par l'absence des signatures nécessaires.

On pourrait épiloguer longtemps sur ces petites manœuvres où pullulent les coups de com', oubliant qu'elles ne reflètent que des rapports de pouvoir entre des groupes d'influence et, par conséquent, gomment des questions telles que le flou des options politiques ou, bien pis, la dilution de l'intérêt général. Mais est-ce là l'essentiel ? Tous ces évènements qui agitent le landernau médiatique cachent la question fondamentale à savoir la crise de notre régime institutionnel, à savoir la 5ème République.

Vous avez dit « crise de régime » ?

Bien sûr, les tenants du pouvoir et les commentateurs officiels expliquent à longueur de journée que ce régime doit être préservé car il permet la stabilité du pouvoir et que sans lui, le gouvernement aurait déjà sauté.

Est-ce à dire que les citoyens seraient atterrés devant une censure du gouvernement et que la stabilité l'emporte sur la représentativité du pouvoir ? La stabilité est-elle plus importante par rapport à Bruxelles que par rapport à notre propre peuple ? En fait, ce que signifie une telle analyse, c'est que l'essentiel que recherchent les responsables est de pouvoir étouffer les crises sociales, c'est que le régime n'est plus garant d'un contrat social.

La poussée des extrêmes et la montée de l'abstention changent, depuis quelque temps, la donne et, en dépit des interprétations orientées des résultats électoraux et le soutien d'une presse aux ordres, la question de la légitimité du pouvoir est de plus en plus apparente.

De ce fait, nombre de mouvements, de colloques, etc, se penchent enfin sur les questions institutionnelles. On ne peut que s'en réjouir sauf si c'est pour les enterrer. Car les débats portent surtout sur des aspects annexes qu'il s'agisse du vote électronique et parcorrespondance ou de retouches constitutionnelles telles que la remise en cause du quinquennat, sans compter les manœuvres entre scrutins présidentiel et législatifs.

Loin de nous l'idée que cela est sans importance, mais en effleurant seulement la question de la souveraineté, elles participent à ignorer la crise de la citoyenneté, la dilution de la société et du peuple en tant que corps politique souverain. Lorsqu'on en arrive à se demander si des

personnalités porteuses de réels mouvements populaires pourront être candidats à la présidentielle alors que des représentants de partis en déshérence n'ont aucune difficulté à passer les barrages, il n'est pas question d'un simple problème technique. Et nous pourrions multiplier les exemples de ces dysfonctionnements qui prouvent qu'il s'agit bel et bien d'une crise de régime.

Voilà 15 ans que nous appelons à remplacer les élections présentielle et législatives qui lui sont liées par l'élection d'une Constituante. Il ne s'agit pas d'une coquetterie institutionnelle. Il s'agit au contraire de cesser de bricoler et de trouver une réponse pacifique, démocratique et rassembleuse à une crise qui n'a que trop duré, particulièrement depuis que Nicolas Sarkozy a bafoué le vote Non des Français au référendum de 2005.

Faute de voir enfin la réalité en face, les tensions ne peuvent que s'exacerber dans la violence. Notre objectif n'est que la solution de sagesse.